

# Approche économique de l'Europe

## Avertissements

Ce document est issu de la prise de notes du cours de EE01 du 29 mai 2007. Il contient du texte plus ou moins rédigé issu de ces prises de notes, mais n'a pas la prétention d'être complet, ni de se substituer à une présence attentive en cours.

Cette séance était sous la direction de Mme Kroichvili. L'exposé oral de cette séance portait sur "Le projet de positionnement géographique Européen : Galiléo".

## Introduction

Lors de la séance précédente, nous nous étions arrêtés sur la politique budgétaire, ses objectifs et ses instruments. Rappelons que pour remplir les objectifs de la politique budgétaire (laissée à l'appréciation de chaque gouvernement des pays membres), il est possible de jouer sur deux variables : le taux d'intérêt et le taux de change.

## 1 La politique budgétaire

Elle est propre à chaque Etat, toutefois les pays sentent entre eux. Elle vise à modifier la conjoncture par l'intermédiaire du budget de l'Etat.

Ses principaux instruments sont les dépenses (via le mécanisme du multiplicateur, vu lors de la séance précédente) et les recettes (impôts et emprunts) publiques.

On peut donner l'exemple des emprunts russes, concernant les emprunts effectués par un Etat. Pour ce qui est des impôts il est surtout aisé de jouer sur les bas salaires, dont l'augmentation ou la diminution va avoir une influence sur le pouvoir d'achat ou sur l'épargne.

Est-il nécessaire que le budget de l'Etat soit équilibré ? Selon les Keynesiens, cela n'est pas nécessaire ; par contre selon les libéraux, c'est primordial : Il est inadmissible selon eux d'engloutir les recettes publiques dans le remboursement de la dette. Pour recentrer sur ce qui nous intéresse ici, en Europe, la politique libérale semble être le credo à l'heure actuelle.

En bref, la politique budgétaire constitue la marge de manoeuvre des gouvernements pour faire face à la situation conjoncturelle propre à chaque économie nationale. Toutefois cette autonomie n'est pas sans présenter des risques. Il existe des "effets de débordement possibles", par exemple, ainsi que d'autres risques exposés dans la présentation PowerPoint de Mme Kroichvili.

## 1.1 les mécanismes de la politique budgétaire

Les grandes orientations des politiques économiques (GOPE) sont décidées par l'ECOFIN.

Il existe par ailleurs un pacte de stabilité et de croissance (PSC), donnant des règles à respecter pour les pays membres :

- Un pays ne doit pas dépasser 3 % de son PIB en déficit.
- Pas de financement public d'un déficit public.
- Programme de stabilité de chaque Nation (dans le cadre du PSC et compte tenu des GOPE). Nécessité à moyen terme de disposer d'un solde budgétaire proche de l'équilibre d'endettement (c.f. fichier powerPoint).

## 1.2 Institutions

L'institution centrale dans la coordination des politiques budgétaires est l'ECOFIN. Une autre institution aurait le mérite d'être renforcée, et joue un rôle dans cette coordination, il s'agit de l'Eurogroupe (Conseil de l'Euro).

## 1.3 Grandes tendances

- Avant 2001 : "adaptés"
- Depuis 2001 : Dérapages

Se reporter au fichier PowerPoint pour une analyse plus précise.

## 1.4 Evaluations et critiques

On peut trouver les seuils des critères définis de façon arbitraires, et excessivement contraignants. La justification théorique des règles du PSC est sujette à caution (adoption d'une politique libérale). Le volet répressif prend le pas sur le volet incitatif. Par ailleurs le PSC met l'accent sur un objectif à court terme (et non à moyen terme). Enfin le PSC est peu crédible car les sanctions prévues n'ont pas toujours été appliquées.

## 1.5 Améliorations envisageables

Tout d'abord, il serait intéressant de redéfinir des objectifs des politiques économiques.

En terme de politique monétaire :

- Mise en place de fourchettes concernant le niveau d'inflation acceptable (et non un taux fixe). Cela apporterait une certaine souplesse.

- Modification de la priorité accordée à l’inflation, et coupler les indicateurs inflation / croissance.

En terme de coordination des politiques budgétaires :

- Assouplir les règles du PSC de façon à reconnaître une certaine hétérogénéité des procédures budgétaires.
- Insister sur les mesures préventives.

Notons que les réformes du PSC initiées au printemps 2005 vont dans ce sens.

Par ailleurs il serait intéressant d’améliorer le “policy mix” de la zone Euro. Meilleure coordination de la politique monétaire et des politiques budgétaires) via le renforcement de l’Eurogroupe.

En outre, la révision du dispositif institutionnel et le processus de prise de décision en vu de l’élargissement de la zone Euro apporterait un plus.

Enfin, pourquoi ne pas envisager une politique plus “révolutionnaire”, via une construction de l’Europe plus fédérale, avec une politique budgétaire unique et un budget Européen en conséquence ?

## **En guise de conclusion**

Le reste de cette séance a été constituée d’une sorte de jeu où les étudiants rassemblés en groupe de 3 se retrouvaient “à la tête d’un pays membres”, et ayant des documents sur la situation économique, devaient prendre des décisions afin d’améliorer la situation.

## **Documentations**

Aucun document spécifique à cette séance n’a été distribué, si ce n’est les documents de travaux dirigés qu’il a fallu restituer à la fin de la séance.

Pour compléter cette prise de notes, il est sans doute nécessaire de se référer au document PowerPoint disponible sur la plateforme pédagogique.